



HAL
open science

Michelin, une entreprise en lutte

Eric Panthou

► **To cite this version:**

| Eric Panthou. Michelin, une entreprise en lutte. 2023. hal-04927098

HAL Id: hal-04927098

<https://hal.science/hal-04927098v1>

Submitted on 3 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Un siècle de lutte

Michelin // Une entreprise en lutte // La multinationale n'a jamais cessé, depuis sa création, de s'opposer aux militants syndicaux et aux avancées sociales. De grandes luttes ont pourtant construit ici la mémoire de l'action syndicale dans la région.

La multinationale Michelin aux mains de la même famille depuis sa fondation en 1889 est l'une des géantes du capitalisme français depuis l'après 1^{ère} GM.

Le mythe entretenu sur sa réussite économique souligne l'apport de ses innovations technologiques, son implantation précoce à l'étranger et sa capacité à avoir instauré un « l'esprit Michelin » chez à ses salariés, garant d'une paix sociale.

Derrière ce mythe, il y a une réalité, celle d'une société qui a été une des premières à généraliser le travail à la chaîne, à instaurer un contrôle social de sa main d'œuvre via sa politique paternaliste, une société qui par la politique brutale qu'elle a menée dans ses plantations d'Indochine a écrit une des pages les plus noires du colonialisme.

Mais Michelin, c'est aussi l'histoire de ses ouvriers, les « Bibs », qui des années 30 aux années 80 ont mené sous le drapeau de la CGT de grands conflits qui ont marqué Clermont-Ferrand.

De 1889 à 1936, aucune organisation syndicale ne put s'implanter chez Michelin. La politique paternaliste (écoles, protection médicale, associations sportives et artistiques, cités et coopératives Michelin où les ouvriers dépensaient leur argent, etc.) qui s'est perpétuée jusqu'aux années 1960, veillait à assurer la paix sociale et une plus grande productivité des salariés.

Mais cela ne suffit pas. Tout un système de coercition est développé. Dès la fondation du syndicat du caoutchouc en 1898, les syndiqués identifiés sont renvoyés systématiquement ; le patron, Edouard Michelin appelant à dénoncer "les semeurs de désordre". Michelin instaure bientôt un contrat du participant qui par ses conditions exorbitantes lie l'ouvrier à l'entreprise.

Michelin ayant refusé de fermer ses portes le 1er Mai 1920, ceci fut vécu comme un défi pour les ouvriers qui pour la première fois firent grève, entraînant le lock-out des usines protégées par la troupe. De vifs affrontements eurent lieu, entraînant la mort d'un non-gréviste. La répression judiciaire envoya 45 ouvriers et ouvrières en prison, des dizaines d'autres furent licenciés tandis que Michelin créa une milice, la garde civique, chargée d'éviter les désordres. Le syndicat disparut en 1920 et il fallut attendre juin 1936 pour que le fait syndical soit reconnu chez Michelin. Jusqu'à cette date 1936, tout militant cégétiste, communiste, identifié est renvoyé. Il n'y a aucune grève entre 1920 et 1936.

En juin 1936, c'est l'explosion sociale dans une usine bastion des Croix de Feu, mouvement d'extrême-droite financé par Michelin. Les usines furent occupées deux semaines et le patron dut accorder une augmentation de 25% des salaires, reconnaître les délégués d'atelier et les conventions collectives. Mais Pierre Michelin, traumatisé par l'occupation et l'afflux de milliers de syndiqués à la CGT, monta un groupe d'autodéfense de centaines d'hommes, bientôt rattaché à la Cagoule, organisation criminelle voulant renverser la Troisième République.

Juin 1936 marque l'avènement du fait syndical chez Michelin. D'une vingtaine de militants clandestins courant 1934, on passe à plus de 8000 fin 1936, sur 9000 salariés, dont 7000 CGT. Durant les deux ans qui suivirent, la CGT va constituer un contre-pouvoir à la toute-puissance patronale, obtenant la fin des amendes, l'amélioration des conditions de travail, le renvoi de certains chefs de service fascistes. Cette main d'œuvre d'origine paysanne, triée sur le volet, dépourvue de traditions ouvrières, va ainsi s'organiser indépendamment du patron dans un syndicat puissant, dans des cellules communistes ou sections socialistes d'entreprise, dans différentes structures sportives ou culturelles d'origines ouvrières qui vont renforcer sa conscience de classe.

Michelin profita de la grève générale du 30 novembre 1938 (contre la remise en cause des 40 heures) puis de la déclaration de guerre pour se débarrasser de dizaines de leaders cégétistes ou communistes, n'hésitant pas par ailleurs sous l'Occupation à dénoncer des dizaines de militants pour qu'ils soient arrêtés. Symbole de cette répression, Robert Marchadier, leader charismatique de la CGT Michelin, ouvrier le plus lourdement condamné en France après la grève du 30 novembre 1938, 1^{er} condamné à mort en zone sud en 1941, héros acclamé par 30000 clermontois à son retour de déportation.

De 1945 à début 1947, plusieurs conflits spontanés éclateront chez Michelin dans une période où la direction nationale de la CGT, au nom de la reconstruction du pays, dénonçait les grèves comme l'arme des trusts.

Fin 1947 et en 1948, à l'image du pays, Michelin et Clermont connaissent des grèves dures au moment où les ministres communistes quittent le gouvernement. Des sabotages eurent lieu, les usines barricadées sous les ordres de la CGT. En juin 1948, des affrontements très violents eurent lieu entre ouvriers et forces de l'ordre, occasionnant plusieurs centaines de blessés de chaque côté. La grève dura 17 jours chez Michelin mais ses résultats furent décevants.

En 1950, une grève de 63 jours fut menée pour obtenir le versement d'une prime de 3 000 francs par mois. Elle constitue à ce jour le plus important conflit jamais survenu dans cette entreprise. La division syndicale, la fermeté de Michelin à ne pas céder, soutenu par le gouvernement (Solange Chalus, élue CGT, écopa de 6 mois de prison ferme), aboutirent à une défaite qui a pesé jusqu'à 1968. Affaiblie pas la scission de 1948 et la création de FO, la CGT Michelin passa de 10 000 adhérents en 1946 à 4000 adhérents en 1950 et 2800 l'année suivante après l'échec de la grève.

La fin d'une tradition ouvrière ?

Hormis une courte grève victorieuse sur les salaires en mars 1958, il n'y eut pas de conflits importants chez Michelin avant 1968. La grève dura alors trois semaines, François Michelin refusant au début de recevoir les syndicats et de reconnaître les accords de Grenelle. En décembre 1977, ce fut la très forte mobilisation contre le semi-continu c'est-à-dire la généralisation du travail le week-end. Plus de 10 000 personnes manifestèrent et François Michelin dû renoncer, provisoirement, à ses projets.

Les années 1980 et 1990 sont marquées par des mobilisations contre les plans de licenciements qui vont se succéder, faisant passer l'usine de 30 000 salariés à moins

de 9 000 en 2023. La disparition progressive des ateliers de production a conduit à réduire considérablement le nombre d'ouvriers (moins d'un millier à la production) et à affaiblir le poids de la CGT et la tradition de lutte dans l'entreprise.

Tout au long de ces décennies, Michelin n'a jamais cessé d'entraver l'action syndicale, n'hésitant pas cependant à s'appuyer sur les syndicats réformistes pour imposer des reculs, à l'image de l'accord sur les 35 heures qui a entraîné une aggravation des conditions de travail.

Eric Panthou, co-secrétaire IHS CGT 63, Université Clermont-Auvergne

D'autres grandes dates de la contestation :

2 février 1936 : 1ère grève chez Michelin depuis 1920. Elle eut un écho considérable et prépara l'affrontement et l'occupation de juin 1936.

6 mars 1937 : Plusieurs dizaines de milliers de Clermontois applaudissent le défilé des Michelin fêtant l'enterrement de la semaine des 48 h chez Bib.

Avril 1988 : Plus de 50% d'ouvriers en grève après la provocation de l'annonce de 20 centimes d'augmentation de l'heure.

21 septembre 1999 : 4000 Bibs font grève contre l'annonce de 7500 suppressions d'emplois au moment où Michelin annonce des bénéfices records



Légende : Les ouvrières CGT du service Z de l'usine Michelin de Cataroux lors de l'Occupation de juin 1936. Fonds IHS CGT 63.



Légende : Défilé de la section CGT Michelin le 1^{er} Mai 1938. Au centre, Robert Marchadier, son leader. Fonds IHS CGT 63.



Légende : 1988. Manifestation nationale des Michelin à Clermont-Ferrand pour la hausse des salaires. Fonds IGS CGT 63.